



Vers la Révision de la Stratégie régionale VISION 2050 DE LA SADC



LA SADC est en train d'examiner ses stratégies de développement régional et de préparer une Vision 2050 à plus long terme. La Présidente du Conseil des ministres de la SADC, l'Honorable Netumbo Nandi-Ndaitwah, a déclaré que l'examen serait l'une des principales priorités en 2019.

«L'examen de notre stratégie phare, le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP), est l'un des moyens permettant à la région de promouvoir de nouveaux moyens plus efficaces d'atteindre nos buts et objectifs», a déclaré Nandi-Ndaitwah, ministre des Relations internationales, et de la coopération de la Namibie et vice-Premier ministre.

Le Conseil a demandé que le processus d'examen tienne compte de la nécessité d'optimiser les synergies dans la mise en œuvre des deux piliers des activités de la SADC - l'intégration au développement telle que définie dans le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional révisé (RISDP) 2015-2020, et la coopération politique et en matière de sécurité tel qu'identifié dans le Plan indicatif stratégique de l'Organe révisé sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité (SIPO).

Cette décision faisait suite à la décision prise par le Conseil lors de sa réunion d'août 2018 de charger le secrétariat de la SADC d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre du RISDP révisé (2015-2020) et du SIPO révisé, ainsi que de faciliter la vision 2050 de la SADC de guider le développement régional au fil des 30 prochaines années.

Une équipe de consultants mandatée par le Secrétariat de la SADC a commencé ses visites dans les États membres en avril pour recueillir les points de vue des responsables gouvernementaux et des acteurs non étatiques sur l'efficacité, l'efficacité et la pertinence des interventions proposées.

L'examen tiendra compte des résultats obtenus dans la mise en œuvre des deux plans stratégiques de la SADC ainsi que des défis rencontrés et des enseignements tirés.

L'évaluation devrait aboutir à des recommandations stratégiques qui guideront la mise en œuvre de la période restante des plans ainsi que de l'Agenda post-2020 de la SADC.

Au cours de l'évaluation, les consultants devraient examiner les documents clés de la SADC et mener des consultations physiques aux niveaux régional et national, notamment avec les 16 États membres et le secrétariat de la SADC.

POLITIQUE	3
CONSEIL DES MINISTRES	4-5
PARLEMENT	6
ENERGIE	7
EAU-ENERGIE-ALIMENTATION	8-9
RISQUE DE CATASTROPHE	10-11
RÉSILIENCE CLIMATIQUE	12
GENRE	13
SOLIDARITE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



Un atelier régional de validation devrait avoir lieu au cours de l'évaluation, au cours duquel les responsables des États membres et du Secrétariat de la SADC ainsi que d'autres parties prenantes seront invités à vérifier les résultats.

Le Conseil des ministres de la SADC, qui s'est réuni à Windhoek en Namibie en mars, a convenu que l'examen du RISDP révisé 2015-2020 et du SIPO révisé, également connu sous le nom de SIPO II, devrait être achevé d'ici la mi-2020, en vue de son approbation par le Sommet des chefs d'État et de gouvernement en août de la même année.

Il a été noté que le SIPO ne devrait pas être indépendant du programme RISDP car la fonction de défense et de sécurité dans le processus de développement consiste à garantir que les plans de développement soient réalisés dans un climat de paix et de sécurité.

Le SIPO est un document stratégique quinquennal qui établit le cadre institutionnel de la SADC pour la coordination et la mise en œuvre des politiques dans les domaines de la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité. Il a été élaboré pour la première fois en 2003 et révisé en 2012.

L'objectif principal SIPO est de créer un environnement politique et de sécurité stable et pacifique grâce auquel la région atteindra ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale.

Le RISDP a été approuvé pour la première fois par les leaders de la SADC en 2003 en tant que modèle d'intégration et de développement socio-économique régional. Il a été révisé en 2015 dans le cadre des efforts visant à aligner le programme de développement de la région sur les nouvelles réalités et la dynamique mondiale émergente.

L'examen du RISDP et du SIPO devrait déboucher sur l'élaboration d'un cadre pour une stratégie régionale après 2020 tenant compte des valeurs et des principes de la SADC, tels que la nécessité de l'égalité souveraine et des avantages mutuels, ainsi que des processus continentaux et mondiaux tels que: l'Agenda 2063

de l'Union Africaine et les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Le processus d'examen en cours aboutira à un plan stratégique appelé RISDP 2020-2030 pour la période allant jusqu'en 2030.

L'examen du RISDP et du SIPO II révisés intervient à un moment où le Conseil des ministres a chargé le secrétariat de la SADC d'accélérer le processus de développement de la Vision 2050 de la SADC afin de fournir le cadre d'une vision à long terme pour la SADC alors que la région cherche à s'aligner sur des questions mondiales et continentales telles que les aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA, le changement climatique et la démocratisation de l'ONU.

L'intention est d'établir un programme de développement qui intègre la dynamique des événements et des problèmes affectant la région de l'Afrique australe, le reste du continent et le monde.

La proposition de développer la Vision 2050 de la SADC a été approuvée par le Sommet de Maputo (Mozambique) en août 2012 et le Secrétariat de la SADC a organisé plusieurs réunions consultatives ces dernières années afin de réfléchir à la trajectoire de développement future de la région.

L'une de ces conférences était une conférence consultative sur la stratégie de coopération et d'intégration pour le développement de la SADC après 2020, tenue à Johannesburg (Afrique du Sud) au début de 2017.

Le but de la conférence était d'obtenir des expertises et des analyses sur la mise en œuvre du RISDP révisé et du SIPO révisé.

Une autre réunion consultative a été la retraite ministérielle stratégique de la SADC sur la «SADC que nous voulons» qui s'est tenue à Ezulwini, Eswatini en mars 2017.

La retraite a convenu de mesures visant à renforcer la mise en œuvre du programme d'intégration et à promouvoir la participation inclusive des citoyens aux programmes régionaux.

La retraite ministérielle a demandé au Secrétariat de la SADC d'élaborer des mécanismes

RISDP révisé 2015-2020

LE PLAN de Développement Stratégique Indicatif Régional de la SADC (RISDP) 2015-2020 révisé a quatre priorités principales.

La priorité A vise à promouvoir le développement industriel et l'intégration des marchés en renforçant la compétitivité productive et la capacité d'offre des États membres, en améliorant le mouvement des marchandises et en facilitant l'intégration des marchés financiers et la coopération monétaire.

La priorité B concerne la fourniture et l'amélioration du soutien aux infrastructures pour l'intégration régionale.

La priorité D concerne la promotion de programmes spéciaux de dimension régionale dans des domaines tels que l'éducation et le développement des ressources humaines; santé, VIH et sida et autres maladies transmissibles; sécurité alimentaire et ressources naturelles transfrontalières; environnement; statistiques; égalité des sexes; science, technologie et innovation; et recherche et développement.

La priorité C relative à la promotion de la paix et de la sécurité sous-tend les priorités A, B et D.

La coopération au développement de la SADC pour l'après-2020 devrait fournir un cadre pour une vision à long terme pour la SADC alors que la région cherche à se positionner dans le contexte de problèmes émergents mondiaux et continentaux tels que le changement climatique, la démocratisation des Nations Unies et le développement durable et l'instabilité financière croissante. □

efficaces de conformité, de surveillance et d'assurance permettant de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes de la SADC ainsi que le respect des protocoles et des instruments juridiques.

Depuis la transformation de la SADC en 1992 de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), 33 protocoles au total ont été signés par les États membres pour faire avancer le programme d'intégration régionale, et 26 de ces protocoles ont été ratifiés et sont entrés en vigueur à ce jour.

La retraite d'Ezulwini a appelé le Secrétariat de la SADC à donner la priorité aux programmes sur le développement des infrastructures, l'industrialisation et l'intégration des marchés, la paix et la sécurité constituant un préalable au développement économique.

Le Secrétariat de la SADC a également été chargé d'élaborer un mécanisme d'engagement efficace pour renforcer la participation du secteur privé à tous les niveaux. Il a été noté que le manque de participation directe du secteur privé constituait un obstacle au développement économique. □

SIPO II

L'OBJECTIF PRINCIPAL du Plan Indicatif Stratégique de l'Organe révisé sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité est de créer un environnement politique et de sécurité pacifique et stable grâce auquel la région atteindra ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale.

Le SIPO n'est donc pas une fin en soi, mais plutôt un instrument permettant la mise en œuvre d'autres documents régionaux, notamment le Protocole sur la coopération politique, la défense et la sécurité, le RISDP révisé et la Stratégie et feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

Le SIPO est divisé en cinq secteurs - politique; La défense; La sécurité de l'Etat; Sécurité publique; et la police. □

La SADC vise la lutte contre la toxicomanie chez les jeunes

L'AMPLEUR ET l'état de la toxicomanie chez les jeunes font l'objet d'une étude régionale alors que la SADC cherche à identifier des méthodes pour enrayer la pratique.

La SADC a une population estimée à 350 millions de personnes, dont plus de 76% sont des jeunes de moins de 35 ans.

La prévalence et la toxicomanie dans les écoles, les collèges et les universités constituent une préoccupation majeure dans la plupart des pays de la SADC et ont affecté la participation des jeunes à divers programmes, activités et projets régionaux.

La pauvreté, le chômage ainsi que le sous-emploi et les inégalités sont considérés comme des facteurs essentiels de la production de drogues illicites, du trafic de drogues, de la consommation de drogues et de substances dans la région de la SADC; et la région fait face à ces défis sociaux à des niveaux significatifs.

La toxicomanie a beaucoup contribué à des problèmes tels que la propagation de maladies, notamment le VIH et le SIDA, la criminalité et la prostitution.

Afin de résoudre le problème croissant de la production, du trafic et de l'utilisation de drogues par les citoyens de la communauté, la SADC mène actuellement une étude exploratoire visant à déterminer l'ampleur et le statut de la production de drogues illicites, du trafic de drogue, des drogues illicites et de la consommation de substances parmi les jeunes des pays de la SADC; et formuler des recommandations pour une réponse globale aux défis identifiés.

L'étude évaluera dans quelle mesure la production de drogues illicites, le trafic de drogues, les drogues illicites et la consommation de substances psychoactives affectent la mise en œuvre de cadres stratégiques et politiques pour l'autonomisation et le développement des jeunes. Certaines de ces initiatives sont:

- Stratégie et Business Plan de la SADC sur l'autonomisation et la participation des jeunes au Développement Durable;
- Déclaration de la SADC pour accélérer l'autonomisation et la participation des jeunes au Développement Durable; et,
- Stratégie régionale pour l'industrialisation de la SADC.

Les leaders de la SADC ont encouragé la participation des jeunes à l'avancement du programme d'intégration de la SADC. Le thème du 38^{ème} Sommet de la SADC tenu à Windhoek en Namibie

en août 2018 était «Promouvoir le développement des infrastructures et l'autonomisation des jeunes pour un Développement Durable».

Cependant, la réussite de la mise en œuvre de ces stratégies nécessite la participation de jeunes sobres. □

Stratégie pour la conservation des ressources génétiques animales

La SADC est en train d'élaborer une stratégie régionale qui guidera la conservation et l'utilisation des ressources génétiques animales.

Les ressources génétiques animales désignent les ressources génétiques d'espèces d'oiseaux et d'animaux telles que la volaille, les bovins et les ovins, qui sont utilisées à des fins alimentaires et agricoles.

Selon le Secrétariat de la SADC, la région compte environ 64 millions de bovins, 39 millions de moutons, 38 millions de chèvres, 7 millions de porcs, 1 million de chevaux et 380 millions de volailles domestiques telles que poules, dindes, canards et oies, ce qui en fait l'un des régions les plus dotées du continent en termes d'élevage.

Ces ressources zoo génétiques constituent un atout précieux et sont d'une importance stratégique pour la sécurité alimentaire, la sécurité financière et les avantages socioculturels pour la SADC, dans la mesure où elles sont uniques et propres à la région.

Cependant, en raison de la demande croissante de denrées alimentaires d'origine animale dans la plupart des États membres de la SADC, la productivité par animal et par unité de surface a été améliorée grâce à l'introduction de races exotiques à haut rendement ou de croisements.

Cette pratique a mis les ressources génétiques animales indigènes en péril par les races exotiques à haut rendement.

Les croisements avec des races exotiques sans plan à long terme sur la manière de maintenir un niveau approprié de «mise à niveau» et de maintenir les races indigènes pures pour l'avenir

peuvent conduire à l'extinction de certaines races.

Afin de protéger et de préserver les riches ressources génétiques d'animaux terrestres et aquatiques de la région, la SADC s'est engagée dans un processus visant à élaborer une stratégie régionale qui guidera la conservation et l'utilisation de ces ressources.

La stratégie identifiera les priorités et les domaines d'intervention stratégiques pour la conservation et l'utilisation intéressant la région de la SADC en termes de ressources zoo génétiques et d'environnement, et proposera des structures de gestion pour la conservation et l'utilisation des ressources animales dans la région.

La stratégie visera à atteindre les objectifs suivants:

- Harmoniser les stratégies nationales de conservation et d'utilisation des ressources génétiques animales;
- Aborder les facteurs clés qui menacent les ressources génétiques animales, à la dynamique des menaces et aux moyens de les gérer; et,
- Établir une gestion de l'information et des connaissances pour le partage de l'information.

Une fois approuvée, la stratégie permettra à la région d'utiliser pleinement et de sauvegarder ses ressources génétiques animales aux fins d'un développement durable. □

Aligner les stratégies nationales sur la stratégie régionale d'industrialisation

LE SECRÉTARIAT de la SADC aide les États membres à aligner leurs stratégies d'industrialisation nationales sur la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

L'alignement des stratégies nationales sur la stratégie régionale est essentiel pour garantir la bonne mise en œuvre des activités et programmes convenus, favorisant ainsi le développement socio-économique et une intégration plus profonde.

Tapiwa Samanga, Directeur du développement industriel et du commerce, a déclaré lors d'un atelier de renforcement des capacités sur l'harmonisation des stratégies d'industrialisation tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) en mars qu'il était important que

les États membres disposent de politiques nationales tournées vers l'extérieur et collaboratives.

Il a déclaré qu'un autre atelier de renforcement des capacités serait prochainement organisé avec la participation d'autres parties prenantes telles que le secteur privé.

La stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation (2015-2063) ont été approuvées par le Sommet extraordinaire de la SADC tenu en avril 2015 à Harare, au Zimbabwe.

La stratégie vise à accélérer l'élan du renforcement des avantages comparatifs et concurrentiels des économies de la région et repose sur trois piliers: l'industrialisation, la compétitivité et l'intégration régionale. □

LE CONSEIL des ministres de la SADC s'est réuni à Windhoek, en Namibie, les 15 et 16 mars. Le Conseil est chargé de superviser et de surveiller les fonctions et le développement de la SADC, et de veiller à ce que les politiques soient correctement mises en œuvre pour faire progresser l'intégration régionale. Il est principalement composé de ministres chargés des affaires étrangères et de la coopération internationale, des finances et du développement économique, de la sécurité de l'État et des affaires intérieures dans les États membres. Le Conseil se réunit deux fois par an vers février / mars et août / septembre pour discuter du programme de travail du Secrétariat de la SADC. Cette édition de *L'Afrique Australe Aujourd'hui* présente certaines des questions clés discutées lors de la réunion du Conseil à Windhoek.



L'Université de Transformation de la SADC déploiera des Centres d'Excellence dans la région Eswatini va accueillir la direction de l'université de la SADC

LE CONSEIL des ministres a approuvé la demande du Royaume d'Eswatini d'accueillir le Bureau Administratif de l'Université de transformation de la SADC.

L'opérationnalisation de l'Université de transformation de la SADC a été approuvée par les chefs d'État et de gouvernement de la SADC lors de leur 38ème Sommet, tenu en août 2018 à Windhoek, en Namibie.

Une initiative du roi Mswati III d'Eswatini, l'université adoptera un modèle virtuel afin de permettre au plus grand nombre possible de personnes de bénéficier de l'institution.

En tant qu'université virtuelle, l'Université de transformation de la SADC utilisera l'Internet pour dispenser des cours et des séminaires - une tendance adoptée par la plupart des institutions.

Toutefois, la virtualisation ne signifie pas nécessairement que l'université n'aura pas de bureau administratif ni d'emplacement physique où se déroulent certaines activités.

Le bureau administratif qui sera situé à Eswatini facilitera l'élaboration et la conception de programmes d'études en étroite collaboration avec l'industrie et les institutions partenaires; identifiera de nouveaux programmes d'études correspondant aux besoins de la région; et négociera des partenariats avec l'industrie conformément au programme de développement régional grâce à une industrialisation rapide.

Une autre composante importante de l'Université de transformation de la SADC est qu'elle travaillera en partenariat avec d'autres universités basées dans les 16 États membres afin que l'infrastructure existante soit utilisée pour la création de centres d'excellence.

Les Centres d'Excellence contribueront à renforcer les capacités des institutions de formation régionales à offrir des

programmes d'éducation et de formation dans des domaines critiques et spécialisés et à accroître ainsi le stock de personnel qualifié dans la région sans nécessairement créer une nouvelle université.

La mise en place de centres d'excellence régionaux tiendra compte de l'activité économique clé de chaque pays.

Par exemple, un centre d'excellence au Botswana pourrait se consacrer à l'extraction de diamants et à l'élevage de bétail, tandis qu'un autre au Zimbabwe pourrait se spécialiser dans l'agriculture.

L'idée est de s'assurer que les centres seront répartis dans toute la région afin que la SADC puisse exploiter son avantage comparatif dans les industries à forte intensité de ressources grâce à la valorisation et à l'ajout de valeur.

La transition vers la pleine opérationnalisation de l'Université de transformation de la SADC se fera donc par étapes.

Dans les phases initiales, la SADC mettra en place un comité spécial de pilotage administratif pour diriger la mise en œuvre, concevoir et développer les

programmes ainsi que pour identifier les institutions qui serviront de Centres d'Excellence.

Jusqu'à présent, au moins 12 domaines prioritaires qui relèvent de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC adoptée en 2015 constitueront le noyau du programme de l'université.

La stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC visent à engendrer une transformation économique et technologique majeure aux niveaux national et régional dans le contexte d'une intégration régionale plus poussée.

Au cours de sa phase de formation, l'Université de transformation de la SADC se concentrera sur quatre programmes menant à un diplôme, tandis que d'autres programmes seront envisagés à l'avenir conformément à la stratégie et à la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

Les quatre programmes sont l'exploitation minière, l'agriculture, la pharmacie et l'ingénierie.

L'Université de Transformation de la SADC

adoptera donc une approche plus formatrice pour une industrialisation régionale rapide, au lieu de la configuration actuelle dans laquelle l'enseignement supérieur de la région est structuré de manière à doter les étudiants des compétences nécessaires pour s'adapter au marché du travail.

L'une des retombées rapides de cette éducation structurée sera le transfert des connaissances technologiques créées par l'université vers l'industrie.

À long terme, l'éducation dans la région sera alignée sur les besoins de développement et les objectifs de la SADC, permettant ainsi à la région d'exploiter pleinement son capital humain pour une croissance durable.

En ce qui concerne le financement, l'Université de transformation de la SADC sera initialement soutenue par les contributions des États membres. À mesure que l'université grandira, le soutien financier proviendra de partenaires régionaux, continentaux et internationaux, y compris les institutions et divers partenariats public-privé. □

Vision minière et plan d'action régionaux

LA SADC prépare une vision et un plan d'action régionaux pour l'exploitation minière afin de maximiser l'impact sur le développement des vastes ressources minérales de la région.

En collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le Secrétariat de la SADC est en train de finaliser un projet de vision et plan d'action régionaux de la SADC visant à optimiser l'impact de l'extraction de ressources minérales sur le développement dans le contexte de la Vision de l'exploitation minière et de la stratégie d'industrialisation de la SADC.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que les travaux sur le développement de la vision minière avaient atteint un stade avancé, le document étant actuellement examiné par les États membres.

« Nous pensons que, lors du prochain Conseil, la vision de l'industrie minière sera approuvée », a déclaré la Dr Tax lors de la conférence de presse à l'issue du Conseil des ministres à Windhoek.

Elle a déclaré qu'une vision minière était essentielle alors que la région de la SADC prenait des mesures pour se transformer d'une économie basée sur les ressources en une économie axée sur la technologie.

"Cela tient au fait que la valorisation des minéraux est essentielle à l'industrialisation et que, pour que nous puissions y parvenir, nous devons avoir une vision minière en tant que région", a déclaré la Dr Tax.

Le projet de la Vision de l'industrie minière a été présenté au secteur privé en septembre 2018 et, à la suite de révisions, il a été soumis aux États membres pour observations finales avant d'être soumis au groupe de travail ministériel sur l'intégration économique régionale.

La vision devrait fournir un cadre de haut niveau pour orienter une valorisation accrue des minéraux, comme indiqué dans la stratégie d'industrialisation. □



Réunion annuelle de coordination de l'UA pour les Communautés Économiques Régionales

LA RÉUNION inaugurale de coordination entre l'Union africaine et les CER est prévue pour juillet au Niger en tant qu'organe continental et ses composantes passent en revue les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme d'intégration continentale.

La réunion de coordination fait partie du programme de réforme institutionnelle plus large de l'Union africaine (UA) adopté en janvier 2017 et précisé lors de la 11ème session extraordinaire de la Conférence de l'UA tenue en novembre 2018.

Parmi les résultats de la session extraordinaire, il a été décidé de ne tenir qu'un seul sommet de chefs d'État et de gouvernement de l'UA par an, généralement en janvier / février.

Le deuxième sommet traditionnel de l'UA, qui se tient généralement entre mai et juillet, serait remplacé par une réunion de la Commission de l'UA et des Communautés Économiques Régionales (CER).

La réunion de coordination UA-CER, prévue les 7 et 8 juillet à Niamey, la capitale, portera sur le programme d'intégration économique et réunira le Bureau de l'Assemblée de l'UA, les présidents et les directeurs généraux des CER, les secrétaires exécutifs, ainsi que la Banque africaine pour le développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

La réunion devrait fournir à la Commission de l'UA et aux CER une occasion d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation du programme d'intégration de l'Afrique continentale, tels qu'ils sont décrits dans le Traité instituant la Communauté économique africaine (Traité d'Abuja).

La SADC et les autres CER devraient présenter des rapports sur l'état de l'intégration dans leurs régions respectives.

Le rapport sur l'état de l'intégration dans la région de la SADC a été approuvé par le Conseil des ministres réuni à Windhoek en Namibie en mars.

Le rapport décrit les principales réalisations / réussites de la SADC dans le domaine de l'intégration régionale, ainsi que les défis rencontrés.

Les rapports des différentes CER devraient être intégrés au rapport de la Commission de l'UA sur l'état de l'intégration sur le continent.

Motivée par le désir de transformer son vaste potentiel économique en réalité, l'Afrique s'est efforcée au cours des dernières décennies de libérer sa puissance économique par le biais d'une approche de développement coordonnée inspirée des CER.

La SADC est l'une des huit CER de l'UA reconnues. Les autres sont l'Union du Maghreb Arabe, le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté des États Sahélo-Sahariens, la Communauté de l'Afrique de l'Est, la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Autorité Inter Gouvernementale pour le Développement.

L'un des défis consiste à rationaliser les activités des communautés économiques afin d'éviter les chevauchements et les conflits d'intérêts. La plupart des CER ont des programmes sectoriels identiques, alors que plusieurs États membres appartiennent à plus d'un bloc économique.

L'UA s'est engagée dans un programme de rationalisation et d'harmonisation des programmes et des engagements des CER. Le programme garantira des engagements uniformes de toutes les CER et tentera d'éliminer les problèmes de double adhésion, et certaines des CER ont déjà entamé un processus d'harmonisation de leurs programmes d'intégration.

Dans l'un de ces cas, le COMESA-CAE-SADC ont décidé d'établir un marché intégré couvrant plus de la moitié des pays d'Afrique.

Communément appelé Zone de Libre Échange Tripartite (ZLET), le marché intégré comprend 27 pays des trois CER.

Une fois opérationnel, le marché élargi ne devrait supprimer les barrières commerciales entre les pays africains mais aussi approfondir l'intégration en améliorant le développement des infrastructures, les flux d'investissement, et le renforcement de la concurrence.

La création de la ZLET est une étape décisive pour concrétiser la vision africaine de la création de la Communauté Économique Africaine, notamment le lancement d'une ZLE Continentale visant à promouvoir la bonne circulation transfrontalière des biens et des services, et à permettre aux pays membres d'harmoniser les politiques commerciales visant à promouvoir l'égalité de la concurrence.

Les CER sont les composantes essentielles de la Communauté Économique Africaine (CEA), dont l'objectif général est de promouvoir le développement et l'intégration économiques, le développement

social et culturel, ainsi que d'accroître l'autosuffisance.

La CEA a également pour objectif de promouvoir la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité humaine, en vue d'améliorer le niveau de vie des populations africaines, de maintenir la stabilité économique et d'établir des relations étroites et pacifiques entre les États membres.

Le traité CEA, également appelé traité d'Abuja, est entré en vigueur après le nombre requis de ratifications en mai 1994. □

L'Hymne de la SADC à tous les événements régionaux

LE CONSEIL a entériné la recommandation des ministres des Technologies de l'information et de la Communication et de l'Information Publique aux États membres d'introduire le chant de l'hymne de la SADC en même temps que les hymnes nationaux lors des réunions de la SADC.

La recommandation des ministres incluait une décision selon laquelle les États membres devraient hisser le drapeau de la SADC aux côtés des drapeaux nationaux lors de toutes les réunions et manifestations nationales de la SADC afin de renforcer la sensibilisation aux symboles de l'identité, de la marque et du renforcement de la communauté de la SADC.

Le Conseil a invité le Secrétariat à explorer d'autres moyens de vulgariser la SADC et de rapprocher la SADC de ses citoyens. □



Vers un Parlement Régional Un Groupe de Travail chargé d'étudier le projet de transformation du Forum Parlementaire de la SADC

LE CONSEIL des ministres de la SADC a chargé le Secrétariat de créer un groupe de travail chargé d'analyser la proposition de transformer le Forum parlementaire de la SADC en un parlement régional.

La Présidente du Conseil, Netumbo Nandi-Ndaitwah, a déclaré que le groupe de travail comprendrait des membres de la Double Troïka, qui seraient soutenus par des responsables du Secrétariat et du Forum parlementaire de la SADC.

"Le Secrétariat présentera les progrès au Conseil en août 2019", a déclaré Nandi-Ndaitwah, vice-Première ministre de la Namibie et ministre des Relations internationales et de la Coopération.

Le Forum parlementaire de la SADC (SADC PF) est une institution autonome de la SADC créée en 1997 en tant qu'organe interparlementaire régional composé de 14 parlements nationaux, représentant plus de 3 500 parlementaires en Afrique australe.

Les parlements membres proviennent des pays suivants: Afrique du Sud, Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Le Forum parlementaire n'a toutefois pas été en mesure de contribuer pleinement à l'élaboration des politiques qui sont importantes pour l'intégration régionale, car son rôle officiel dans les questions relevant de la SADC n'a pas été réalisé.

Au fil des années, le Forum s'est engagé dans un processus visant à établir une relation de travail avec le secrétariat de la SADC afin de créer un espace permettant aux parlementaires de participer plus formellement aux processus d'intégration régionale.

Prenant la parole lors du 38ème sommet de la SADC tenu à Windhoek en Namibie en août 2018, le président namibien Hage Geingob a vivement soutenu la proposition de transformer le SADC PF en parlement régional, affirmant que cela "consoliderait la démocratie dans la région".

Il a déclaré que la création d'un parlement régional permettrait de combler le fossé entre les citoyens de l'Afrique australe et les processus d'intégration régionale.

"Nous pensons que le Parlement de la SADC contribuera non seulement à renforcer l'architecture de gouvernance de la région, mais constituera également un moteur essentiel de nos efforts d'intégration et de développement."

Ceci a été soutenu par le président sortant de la SADC, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui a déclaré au Sommet de 2018 que «la démocratie parlementaire est au centre de notre mission collective d'exprimer la volonté du peuple. La mise en place d'un parlement de la SADC est donc une question à laquelle nous devons accorder toute l'attention requise."

L'Afrique du Sud abrite le Parlement panafricain.

Dans sa proposition de transformation, le SADC PF a fait valoir que la création d'un parlement régional de la SADC

faciliterait un débat plus approfondi sur les questions régionales et accélérerait ainsi la mise en œuvre des protocoles de la SADC qui doivent être ratifiés et intégrés dans la législation nationale.

Le parlement régional proposé devrait faciliter la ratification et la domestication des protocoles et autres instruments juridiques de la SADC, ainsi que des traités et accords continentaux et internationaux.

Cependant, le Parlement régional proposé respectera la souveraineté des parlements membres et relèvera structurellement de l'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, qui maintiendra des relations formelles et juridiques avec d'autres institutions de la SADC sous l'autorité du Sommet des chefs d'État et de Gouvernement.

L'argument est que le parlement régional n'entravera pas la souveraineté des États membres, car les organes de la SADC ne disposent pas de pouvoirs autonomes pour légiférer sur des questions sans le consentement préalable des États membres.

Le parlement régional aura une fonction consultative et un mandat limité. Ses délibérations seront présentées sous forme de recommandations non contraignantes pour les États membres.

En ce qui concerne le financement du parlement régional, l'argument du Forum est qu'il n'aura aucune incidence financière sur les États membres puisque le Forum parlementaire

de la SADC est déjà opérationnel en tant qu'assemblée modelée sur un parlement.

Certains États membres font toutefois valoir qu'il est prématuré de disposer d'un tel organe à ce stade du programme d'intégration régionale de la SADC, car la création d'un parlement régional dans le cadre d'une communauté régionale constitue la dernière étape de l'intégration selon l'approche linéaire dans laquelle la région a pour objectif de passer d'une zone de libre-échange (ZLE) à une union douanière, suivie d'un marché commun et d'une union monétaire.

Bien qu'elle ait obtenu le statut de ZLE en 2008, la SADC n'a pas poursuivi cette approche progressive de l'intégration régionale. Cherchant plutôt à consolider la ZLE, la SADC a adopté une approche d'intégration axée sur le développement qui met l'accent sur la coopération sectorielle, l'industrialisation et le développement des infrastructures.

À cet effet, la SADC a mis en œuvre des programmes et des projets à toutes les étapes de l'intégration régionale.

Le groupe de travail devrait « donner des avis sur, notamment, le cadre juridique en vigueur; structure; fonctions et pouvoirs; relations inter et intra avec d'autres branches de la SADC, telles que le Sommet et le Tribunal Administratif de la SADC, les parlements nationaux et le Parlement panafricain; obligations de droit international; et arrangement de financement. " □



Exploiter l'efficacité énergétique, innovation pour promouvoir l'industrialisation

DES EXPERTS de l'énergie d'Afrique australe se réuniront en mai pour discuter des moyens de mobiliser et de stimuler la compétitivité industrielle par la promotion de l'efficacité énergétique et de l'innovation.

Organisée par le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (SACREEE) de la SADC, la réunion devrait mettre en lumière le statut de l'efficacité énergétique industrielle dans la région, partager les résultats et les meilleures pratiques et décrire les perspectives d'investissement.

La compétitivité et le développement industriels ont été reconnus comme l'une des priorités de la SADC dans son programme d'intégration.

La stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC (2015-2063) identifient l'énergie comme un facteur clé de la compétitivité industrielle de la région. Par conséquent, l'exploitation de l'efficacité énergétique est le moyen le plus rentable d'aider le secteur à

surmonter ces obstacles, à améliorer sa compétitivité et à lutter contre le changement climatique.

Les investissements visant à améliorer l'efficacité énergétique industrielle peuvent générer d'importantes économies d'énergie, améliorer la productivité et réduire la pollution de l'environnement. Les coûts de l'énergie dans la plupart des pays de la SADC sont assez importants, représentant environ 20 à 35% des coûts de production des industries.

Pour relever ces défis, la région a mis au point le programme d'efficacité énergétique industrielle de la SADC (SIEEP) en tant que moteur de la compétitivité industrielle.

Le SIEEP a été développé par le SACREEE en 2018 pour aider la région à atteindre la compétitivité industrielle. Le programme est conçu pour éliminer les obstacles à l'efficacité énergétique dans l'industrie au travers de six piliers:

- Formulation de cadres politiques, réglementaires et institutionnels appropriés d'EE;

- Renforcement des capacités et développement des compétences;
- Projets de démonstration et de sensibilisation;
- Financement des interventions pour les initiatives EE / ER;
- Application de EE / RE dans les industries ; et
- Domestication des technologies RE / EE dans la région de la SADC.

Parmi les activités clés à mettre en œuvre dans le cadre du SIEEP, citons l'établissement de normes de performance énergétique minimales pour les équipements EE, la mise en œuvre d'audits énergétiques et de systèmes de gestion de l'énergie, ainsi que l'accréditation de fournisseurs de services EE.

La prochaine conférence, qui se tiendra du 16 au 17 mai à Windhoek en Namibie, est donc l'un des moyens de mettre en œuvre la feuille de route du SIEEP et de nouer un dialogue avec le groupe de parties prenantes plus large. □

La banque BRICS soutient le projet d'énergie renouvelable d'Eskom

LA NOUVELLE Banque de développement a signé un accord de prêt d'un montant de 180 millions de dollars US avec la compagnie d'électricité sud-africaine Eskom afin de soutenir un projet visant à intégrer dans le réseau national l'électricité produite par des centrales à énergie renouvelable.

Le mécanisme de financement de projets (PFF) de la nouvelle banque de développement servira à soutenir le développement d'infrastructures de connexion au réseau, ce qui est vital pour le développement de projets d'énergie renouvelable.

Selon la NBD, le projet intégrera au total 670 mégawatts d'énergie renouvelable dans le réseau Eskom et augmentera l'infrastructure de transmission de la compagnie d'électricité.

Une infrastructure moderne de connexion au réseau sera utilisée pour les projets d'énergie renouvelable et l'extension du réseau de transport d'Eskom aux zones identifiées.

Le projet contribuera également à accroître l'approvisionnement en électricité des zones ciblées pour le développement durable.

En outre, le PFF appuiera le développement des énergies renouvelables et réduira la dépendance de l'Afrique du Sud vis-à-vis des combustibles fossiles. Plus de 70% de l'électricité générée par l'Afrique du Sud provient de centrales au charbon.

La NBD a été créé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (BRICS) en 2014 afin de mobiliser des ressources pour des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays BRICS et dans d'autres économies émergentes et en développement.

Pour atteindre son objectif, la NBD soutient des projets publics ou privés par le biais de prêts, de garanties, de prises de participation et d'autres instruments financiers. □

L'accès à l'information sur l'énergie est la clé de l'intégration régionale

ACCÉDER À des informations fiables et précises sur le secteur de l'énergie est essentiel au développement et à l'intégration régionaux, car il permet aux décideurs, aux investisseurs et aux autres parties prenantes de proposer des interventions appropriées et nécessaires pour garantir que les approvisionnements en énergie continuent de répondre à la demande.

Pour contribuer à la fourniture de connaissances et d'informations énergétiques en Afrique australe, le Centre de recherche et de documentation en Afrique australe (SARDC), par le biais de son Institut de développement économique régional, met en œuvre le Projet Communiquer l'Énergie en Afrique australe afin de sensibiliser les parties prenantes aux principaux enjeux énergétiques régionaux.

Cette intervention, soutenue par l'Agence autrichienne de développement / Coopération

autrichienne pour le développement (AAD / CAD) depuis 2014, a abouti à la production de divers outils de communication avec une réponse très positive de la part des utilisateurs.

Ces publications réalisées avec le Secrétariat de la SADC comprennent:

- ♦ Le Baromètre de l'Énergie de la SADC 2018 qui souligne certains des changements intervenus dans l'environnement juridique et institutionnel, ainsi que d'autres développements en cours dans le secteur de l'énergie;
- ♦ L'annuaire de l'investissement dans l'énergie de la SADC 2018, qui présente l'éventail actuel des investissements dans les différents sous-secteurs de l'énergie au cours de l'année écoulée;
- ♦ Efforts et avantages de l'intégration du genre dans le secteur de l'énergie renouvelable de la SADC, qui traite de l'inclusion des

femmes dans la gestion des ressources énergétiques et des avantages; et,

- ♦ Plusieurs notes de synthèse et fiches d'information sur des questions connexes.

En outre, SARDC a lancé un portail sur l'énergie pour la SADC qui est mis à jour afin de fournir une plate-forme d'échange d'informations et de connaissances entre divers partenaires du secteur de l'énergie, tels que le Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC, afin de promouvoir des approches coordonnées en matière de soutien bilatéral et multilatéral aux activités, programmes et projets énergétiques en Afrique australe.

Le GTE de la SADC est composé de représentants du Secrétariat de la SADC, des organisations subsidiaires de la SADC, des partenaires de coopération internationaux et du SARDC en tant que partenaire de connaissances. □

Nexus Eau Énergie Alimentation

La SADC s'attaque aux problèmes de développement interconnectés



L'eau, l'Énergie et la Sécurité Alimentaire sont des domaines prioritaires pour la SADC

Le cadre opérationnel Eau Énergie Alimentation de la SADC devrait fournir une orientation générale et des outils pour prendre des décisions, coordonner entre différents secteurs et faciliter les investissements du Nexus dans la région de la SADC.

par Eglina Tauya

ALORS QUE l'Afrique australe se prépare à faire face aux pénuries d'eau, d'énergie et de produits alimentaires, la région a considérablement progressé vers une approche intégrée, appelée Nexus, permettant de libérer tout le potentiel des ressources de la région afin de relever ces défis.

Conformément à la décision du Conseil de la SADC d'août 2018, qui appelait à une collaboration plus étroite entre les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation (WEF), un cadre de gouvernance qui guidera la mise en œuvre de l'approche Nexus est en cours d'élaboration par le Secrétariat.

Le cadre devrait démontrer les liens entre les secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation. Comme les trois secteurs sont inextricablement liés, le développement et la gestion non coordonnés dans un domaine peuvent avoir un impact négatif sur les autres.

La production alimentaire nécessite de l'eau et de l'énergie. Dans le cas de la canne à sucre, les aliments peuvent être utilisés pour produire de l'énergie, tandis que l'extraction et la distribution de l'eau nécessitent de l'énergie et que la production d'énergie nécessite de l'eau.

Ce Nexus de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire exige donc que les États Membres développent des approches novatrices et intégrées de la gestion de ces secteurs afin d'optimiser l'utilisation des ressources, de gérer les demandes concurrentes et de maximiser les avantages.

La région a compris que toute stratégie centrée sur une partie du Nexus eau-énergie-alimentation sans tenir compte de ses interconnexions peut avoir des conséquences graves et inattendues pouvant avoir des conséquences plus graves pour les jeunes.

Dans ce contexte, le neuvième Dialogue sur l'eau, tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) en mars, était axé sur la participation et l'autonomisation des jeunes au renforcement de la sécurité de l'eau, de la sécurité énergétique et de la sécurité alimentaire dans la région de la SADC.

Cela est impératif compte tenu de la population jeune de la région, qui représente plus de 60% de la population totale, sans opportunités suffisantes en matière d'emploi et de moyens de subsistance.

Le dialogue était axé sur le thème du 38ème Sommet de la SADC, intitulé « Promouvoir le développement des infrastructures et l'autonomisation des jeunes pour le Développement Durable ».

Le développement de cadres de collaboration pour guider la sécurité de l'eau, la sécurité énergétique et la sécurité alimentaire tout en maintenant l'intégrité de l'environnement repose sur le

principe suivant: l'autonomisation et la participation des jeunes doivent être au centre du processus pour renforcer l'appropriation et relever les défis générationnels.

La SADC s'est engagée dans un processus visant à élaborer un cadre de gouvernance et des investissements dans Nexus afin de fournir des orientations essentielles pour la planification régionale. Parmi les autres processus en cours dans la région, on peut citer les évaluations de pays visant à identifier les applications existantes et potentielles de l'approche WEF Nexus.

Les rapports à ce jour indiquent que la plupart des domaines d'application potentiels se trouvent dans des projets multifonctionnels comprenant la modernisation de barrages existants tels que Kariba à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe, ainsi que dans les projets prévus pour le barrage d'Inga en République démocratique du Congo, le projet d'irrigation et d'hydroélectricité dans le bassin de la Shire et le barrage de Batoka, le long du fleuve Zambèze.

Le récent dialogue a mis en évidence la nécessité de promouvoir un Nexus WEF à tous les niveaux, y compris les projets à petite échelle.

Le système hydroélectrique et d'irrigation de Chipendeke, piloté par les communautés du Zimbabwe, est un bon exemple qu'il convient de reproduire. Au cours de cette intervention, les communautés sont en mesure d'équilibrer les demandes concurrentes en eau pour l'irrigation allouée pendant la journée et pour la production d'énergie hydroélectrique allouée en soirée.

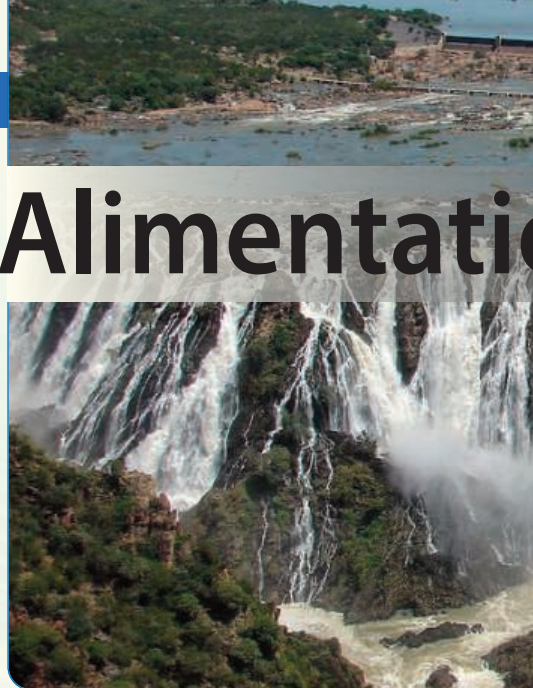
Le dialogue a appelé à une approche coordonnée et holistique pour équilibrer les demandes concurrentes et relever les défis actuels de l'insécurité de l'eau, de l'énergie et des aliments dans certaines parties de la région.

Les États Membres ont été instamment priés d'éviter les idées préconçues et d'adopter une approche multisectorielle du Nexus, susceptible d'apporter davantage de bienfaits aux interventions de développement.

L'approche préconise des modes de production, d'investissement et de consommation durables, ainsi que l'utilisation rationnelle des ressources et la réduction des déchets, des pertes alimentaires et de la pollution.

Le dialogue a souligné la nécessité d'élargir la sensibilisation de l'approche du Nexus Eau Énergie Alimentation, ainsi que de garantir l'intégration des femmes, des hommes, des garçons et des filles dans la gestion et la prise de décision, y compris les groupes physiquement défavorisés.

D'avantage de sensibilisation sur la pensée de Nexus est nécessaire et sur le renforcement des capacités pour l'analyse de Nexus.



on



Les quatre derniers Dialogues sur l'eau de la SADC et les réunions des ministres responsables de l'énergie de l'eau et de la sécurité alimentaire ont débattu de l'approche de Nexus.

Ces délibérations et études d'experts ont permis à la SADC de conclure que les États Membres pourraient obtenir des avantages à court et à long terme en exploitant de manière intégrée et coordonnée les installations hydroélectriques existantes et prévues, en gérant les inondations et en développant l'irrigation.

Avec la pleine coopération des États membres, un équilibre raisonnable entre les investissements dans l'énergie hydroélectrique et dans l'irrigation peut permettre de générer une production ferme d'environ 30 000 gigawattheures par an et 774 000 hectares de terres irriguées.

Le potentiel hydroélectrique global de la SADC est estimé à environ 1 080 térawattheures par an (TWh / an), mais la capacité actuellement utilisée n'atteint guère plus de 31 TWh / an.

En ce qui concerne l'agriculture, les terres arables potentielles pour l'irrigation sont estimées à 20,2 millions d'hectares au niveau régional. Sur ce total de terres potentielles, seuls 6,7 millions d'hectares sont déjà équipés pour l'irrigation, ce qui laisse 13,4 millions d'hectares à l'agriculture pluviale.

Les problèmes d'eau, d'énergie et de sécurité alimentaire sont liés à la réduction des précipitations qui ont abaissé les niveaux d'eau dans les réservoirs, au climat changeant et à la demande croissante due à la croissance démographique et au désir d'améliorer le niveau de vie.

Les prévisions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indiquent une diminution des précipitations annuelles allant jusqu'à 20% d'ici 2080 dans la plupart des régions de la région, tandis que la durée de la saison des pluies raccourcira.

Environ 70% de la population de la SADC dépend de l'agriculture pluviale pour la production agricole, et de larges segments de la population rurale pratiquent l'agriculture de subsistance, l'élevage et la pêche artisanale.

La demande en eau, en nourriture et en énergie dans la région devrait augmenter de 30 à 50% au cours des deux prochaines décennies.

Par exemple, la capacité totale de production en exploitation actuellement disponible dans la région s'élève à 46 959 mégawatts (MW) contre une demande de 52 542 MW. Cela donne un déficit de capacité régionale de 5 593 MW.

La demande énergétique régionale devrait atteindre plus de 77 000 MW d'ici 2020 et plus de 115 000 MW en 2030, avec un taux de croissance économique de 8% par an.

Les prélèvements d'eau destinés à l'irrigation devraient augmenter de 10% d'ici 2050, tandis que 60% supplémentaires de nourriture

seront nécessaires pour nourrir la région en 2050. Cela devrait accroître la demande en énergie et en eau.

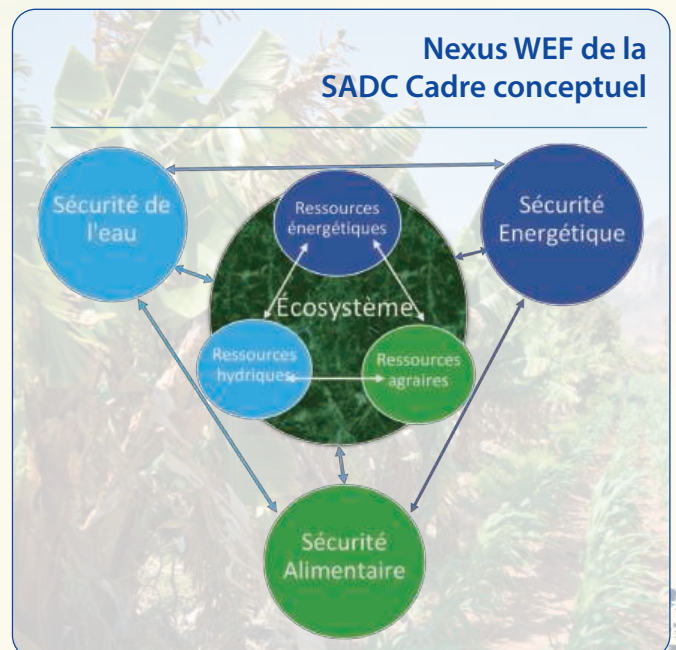
Avec la mise en place de l'approche Nexus et les connaissances tirées des dialogues sur l'eau dès 2013, ainsi que des réunions spéciales conjointes des ministres de l'Eau, de l'Energie et de la Sécurité alimentaire, il a été confirmé qu'une solution durable pour faire face aux défis ne peut être réalisée que lorsque les secteurs concernés trouvent un véritable accord de collaboration.

Le 6ème Dialogue sur l'eau qui s'est tenu à Lusaka, en Zambie, en 2013, a initié l'approche du Nexus WEF pour le développement régional. Le dialogue a permis de constater que l'approche Nexus pouvait accroître l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire en améliorant l'efficacité des systèmes de production, en réduisant les compromis, en créant des synergies et en améliorant la gouvernance.

Le 7ème Dialogue tenu à Windhoek en Namibie en 2015 s'est concentré sur le rôle central de l'eau dans l'industrialisation, en réalisant que l'eau acquiert sa véritable valeur lorsqu'elle a optimisé sa contribution aux autres secteurs productifs des différentes chaînes de valeur industrielles, telles que l'énergie et transformation agroalimentaire.

Le 8ème Dialogue sur l'eau, qui s'est tenu à Boksburg, en Afrique du Sud, en 2017, était axé sur la promotion des chaînes de valeur régionales et la création d'emplois à travers les approches Nexus Eau-Eau Énergie Alimentation.

Ces processus contribuent à la mise en œuvre du Plan d'action stratégique régional de la SADC pour la mise en valeur et la gestion intégrées des ressources en eau, phase quatre (RSAP IV) 2016-2020, dont l'approche Nexus est l'un des principaux programmes. □



Réponse de la SADC à la catastrophe du Cyclone Idai

LES ETATS Membres de la SADC ont rapidement apporté leur soutien au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe après que les trois pays ont été frappés par un cyclone tropical qui a laissé dévastations et désastres dans son sillage.

Le Cyclone Tropical Idai, accompagné de fortes pluies, de vents et de tempêtes, a tué des centaines de personnes et en a déplacé des milliers d'autres dans les trois pays touchés. Il pourrait être classé parmi les pires catastrophes qui ont touché l'Afrique australe.

Le cyclone tropical a détruit les terres et les infrastructures, affectant l'accessibilité et la fourniture de soins de santé, d'aliments et de bien-être aux communautés touchées.

Selon un rapport publié par l'Institut national de gestion des catastrophes naturelles au Mozambique, plus de 1,5 million de personnes ont été touchées par le cyclone et au moins 602 personnes sont décédées au 7 avril.

Au Malawi, le Département des affaires de gestion des catastrophes estime le nombre de personnes touchées à plus de 850 000 personnes et au moins 60 morts ont été enregistrés.

Les évaluations préliminaires effectuées au Zimbabwe indiquent qu'au moins 250 000 personnes ont été touchées et que plus de 260 décès ont été confirmés.

Le cyclone a touché le sud du Malawi, le centre du Mozambique et l'est du Zimbabwe, qui dépendent tous

du port de Beira au Mozambique en tant que route commerciale.

Bien que Beira soit vulnérable aux inondations qui se produisent presque tous les ans, la situation est encore pire par rapport aux années précédentes, la plupart des décès au Mozambique ayant eu lieu à Beira, 90% de la ville ayant été détruite.

Le Président de la SADC, le président namibien, Hage Geingob, a remercié les États membres du soutien qu'ils ont fourni au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe.

"La SADC apprécie le soutien énorme apporté aux communautés par certains États membres, partenaires de coopération et, plus important encore, par les citoyens des trois pays qui ont conjugué leurs efforts pour aider leurs concitoyens", a-t-il déclaré.

Le président Geingob a en outre révélé que la SADC avait jusqu'à présent versé une aide totale de 500 000 USD pour l'aide humanitaire, dont 200 000 au Mozambique; 150 000 dollars au Malawi; et 150 000 dollars au Zimbabwe.

La majeure partie de l'assistance fournie par les États membres a été fournie en espèces ou en nature, chacun des trois pays bénéficiant d'un soutien en fonction des besoins.

La République-Unie de Tanzanie, par exemple, a été parmi les premiers à envoyer un avion au Zimbabwe transportant un lot de médicaments et de fournitures médicales, tandis que le Malawi recevait 200 tonnes

métriques de maïs et des fournitures médicales pour venir en aide aux communautés du sud du pays.

Commentant l'assistance fournie par la Tanzanie, Levi Manda, directeur adjoint des affaires de gestion des catastrophes du Malawi, a déclaré que le don humanitaire "est une manifestation claire des relations cordiales étroites existant entre les deux pays, qui partagent beaucoup en commun".

Le ministère de l'Agriculture du Malawi a déclaré "environ 420 000 tonnes métriques de maïs ont été perdues, ce qui représente environ 12 pour cent de la production prévue de 3,3 millions de tonnes métriques du pays pour la saison agricole 2018/19".

Le gouvernement du Botswana, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires internationales et de la Coopération, a annoncé que le pays fournirait aux trois pays une aide humanitaire d'urgence sous forme de solutions de purification de l'eau, de denrées alimentaires non périssables et de couvertures.

Dans le cadre de sa contribution, le président Geingob a déclaré que la Namibie fournirait du poisson pour venir en aide aux communautés touchées par le cyclone tropical dans les trois pays.

Le gouvernement angolais a apporté son soutien au Mozambique en fournissant des vivres et des médicaments, en plus d'envoyer des équipes militaires et médicales pour contribuer aux efforts de recherche et de sauvetage et lutter

contre l'épidémie de maladies d'origine hydrique.

L'Afrique du Sud a apporté son soutien aux trois pays de différentes manières, notamment en déployant l'armée dans les trois pays pour gérer la crise en cours.

Le Département sud-africain des relations internationales et de la coopération a indiqué qu'il avait jusqu'ici envoyé des dons sous forme d'aide financière, de vêtements, de purificateurs d'eau, d'aliments non périssables et de couvertures aux pays touchés.

Le Zimbabwe a reçu R75 millions de l'Afrique du Sud pour venir en aide aux communautés touchées par le cyclone Idai à Chipinge et à Chimanimani dans la province de Manicaland, ainsi que dans certaines régions de Masvingo.

L'Afrique du Sud a également fourni au Zimbabwe des chiens renifleurs et des maîtres de la police pour aider à rechercher les personnes disparues et d'autres présumées mortes.

L'aide aux pays touchés par le cyclone Idai ne provient pas seulement de la région de la SADC, mais d'autres régions du monde.

Outre l'aide financière apportée aux trois pays, le gouvernement chinois a offert son aide pour la reconstruction d'infrastructures telles que des écoles et des cliniques gravement endommagées par le cyclone.

Les Nations Unies ont lancé un appel à l'aide humanitaire pour recueillir des fonds afin d'aider les trois États membres de la SADC à se remettre des effets du cyclone. □

rophe

RISQUE DE CATASTROPHE



La SADC lance un appel humanitaire pour les victimes du Cyclone Idai

LA SADC a lancé un appel international pour aider les États membres touchés à faire face aux conséquences du cyclone tropical Idai, qui a touché des régions du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe en mars.

On estime que trois millions de personnes dans les trois pays ont été touchées par le Cyclone Idai, considéré comme l'une des pires tempêtes tropicales à avoir touché l'Afrique et l'hémisphère sud.

Le cyclone a fait des centaines de victimes et des ravages dans les trois pays, y compris des infrastructures essentielles telles que des routes, des ponts, des écoles et des cliniques.

Le 11 avril, le président de la SADC, le président namibien, Hage Geingob, a lancé un appel pour un financement de 3,2 millions de dollars américains afin de répondre aux besoins humanitaires et aux interventions en cas de catastrophe nécessaires au redressement des pays touchés.

Cet appel devrait compléter les efforts déployés aux niveaux régional et national pour remédier à la situation.

Prenant la parole lors du lancement de l'appel organisé à Windhoek, en Namibie, Geingob a déclaré que l'intensité et la gravité du cyclone soulignaient la nécessité d'efforts de collaboration et du soutien des partenaires pour améliorer notre préparation et notre capacité à faire face aux impacts négatifs du changement climatique et d'autres catastrophes.

« Je tiens à souligner que nos efforts communs, en réponse aux catastrophes du passé, nous ont permis de surmonter les défis », a-t-il déclaré.

« C'est pour cette raison que je lance l'appel à l'aide humanitaire de la SADC afin de sauver des vies et d'atténuer les souffrances humaines de toutes les communautés touchées. »

Le président Geingob a exhorté la communauté internationale à continuer d'aider à rétablir les moyens de subsistance des communautés touchées au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax, a exprimé son accord, déclarant qu'une approche collective face aux conséquences du cyclone Idai produirait des résultats positifs.

« Permettez-moi de remercier les États Membres et nos partenaires internationaux de coopération d'avoir apporté leur soutien afin d'atténuer les souffrances des communautés touchées par les inondations et la période qui a suivi, jusqu'à présent », a déclaré la Dr Tax.

« Votre soutien a grandement contribué à sauver des vies et à sauver des moyens de subsistance, et les communautés touchées se souviendront de vous pendant longtemps. »

Elle a déclaré que ces dernières années, la région avait connu des conditions météorologiques extrêmes, notamment la fréquence croissante des inondations, des cyclones et des sécheresses qui ont eu des effets dévastateurs sur la SADC.

Il est donc essentiel que la région élabore des mesures viables et novatrices pour permettre aux États Membres de s'adapter et de faire face aux défis posés par le changement climatique.

"Il est une révélation que, à mesure que le changement climatique s'intensifie, le cyclone Idai restera dans les mémoires comme un événement météorologique relativement insignifiant", a-t-elle déclaré, ajoutant que "l'ère des super-tempêtes et des cyclones approche à grands pas".

« Par conséquent, le plus tôt nous prenons des mesures pour réduire les alertes mondiales, atténuer les effets du changement et de la variabilité climatique et mieux nous préparer aux catastrophes imminentes, mieux ce sera.

Elle a déclaré que la réaction de la région aux conséquences du Cyclone Idai avait mis en évidence des lacunes dans les

capacités de gestion des catastrophes, notamment en matière d'alerte précoce, de préparation, de réaction et de relèvement, problèmes auxquels la région devait remédier de toute urgence.

Consciente de cela, Dr. Tax a déclaré que le Secrétariat de la SADC, en collaboration avec les États membres, était en train d'élaborer une stratégie pour une coordination efficace des interventions en cas de catastrophe.

Une fois finalisée, la stratégie de préparation et de réaction aux catastrophes de la SADC fournira des mécanismes d'intervention appropriés et des ressources adéquates pour la gestion efficace des catastrophes. □

A LA suite de l'impact dévastateur du Cyclone Idai, le président de la SADC, le président namibien, Hage Geingob, a chargé le Secrétariat de lancer un appel régional au soutien des communautés et des États membres touchés - Malawi, Mozambique et Zimbabwe.

L'appel est un effort de collaboration des États membres touchés et du groupe de travail technique sur la résilience et les urgences de la SADC, composé d'une équipe multisectorielle du Secrétariat travaillant en collaboration avec des agences des Nations Unies basées dans la région, des organisations non gouvernementales internationales et des bureaux des services nationaux de gestion des catastrophes.

Le développement de l'Appel Régional aux Catastrophes est une étape clé dans la réponse aux impacts du cyclone, car il documente les besoins en ressources et les lacunes.

L'appel souligne également les mesures de relèvement rapide et recommande en outre les efforts humanitaires et de résilience, mais surtout, il met l'accent sur le processus consistant à tirer des enseignements pour améliorer la préparation, la riposte et la coordination aux niveaux national et régional.

Cet appel vise à compléter les efforts déployés par les États Membres, les organisations de la société civile et les partenaires internationaux de la coopération pour faire face aux conséquences de la catastrophe. □





Infrastructures régionales résilientes au climat: la voie à suivre pour la protection de la vie et des biens

par Kumbirai Nhongu

LES DÉCÈS tragiques et la destruction massive causés par le cyclone Idai au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe mettent en évidence la nécessité de développer des infrastructures résilientes capables de résister aux conditions météorologiques défavorables et aux impacts du changement climatique.

La Banque africaine de développement (BAD) définit les investissements résilients au climat comme étant « résistants au climat », car ils tiennent compte des changements climatiques prévus lors de la planification, de la conception et de la mise en œuvre.

Au lendemain du cyclone, Mami Mizutori, représentante spéciale des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, a souligné qu'à part les systèmes d'alerte précoce efficaces, il était nécessaire d'investir dans des infrastructures résilientes pour rompre le cycle de la réaction aux catastrophes.

Les inondations ont touché près de 3 millions de personnes au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe depuis le début des pluies au début du mois de mars et le Cyclone Idai, qui a frappé les 14 et 15 mars. Le bilan des victimes dépasse les 843 et est en augmentation, des centaines de personnes étant toujours portées disparues.

Outre les pertes en vies humaines et le déplacement de communautés, les infrastructures résidentielles, de santé, d'éducation, d'eau, d'agriculture, de transport, industrielles, d'énergie, de TIC et de tourisme de la région ont subi des dommages considérables dans les zones touchées. La tempête a détruit des routes, des ponts et des barrages.

« Le cyclone Idai a montré à quel point les personnes sont vulnérables à ce type de catastrophes qui détruisent leurs maisons, détruisent les cultures, déplacent des centaines de milliers de personnes et obligent un nombre incalculable d'enfants à quitter des écoles endommagées ou devenant des centres d'évacuation. »

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance a estimé le coût des infrastructures détruites à plus d'un milliard de dollars, avec plus de 100 000 maisons endommagées ou détruites et au moins un million d'hectares de cultures.

Dans une déclaration sur les effets du cyclone Idai, le Président de la SADC, le Président namibien, Hage Geingob, a souligné la nécessité de "réduire les effets du changement et de la variabilité climatiques, tout en intensifiant les efforts visant à renforcer les capacités d'adaptation des pays en développement, conformément à l'esprit du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) et l'article 8, paragraphe 4, de l'Accord de Paris de 2015 sur le changement climatique."

L'Accord de Paris sur le changement climatique vise à limiter le réchauffement climatique alors que le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe est un accord volontaire et non contraignant d'une durée de 15 ans, signé en 2015 et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies, qui vise à réduire les risques de catastrophe pour les pays signataires d'ici 2030.

Le développement d'infrastructures résilientes au climat est l'un des objectifs globaux du Cadre de Sendai en termes de réduction substantielle des dommages causés par les catastrophes aux infrastructures critiques et la perturbation des services de base, notamment des équipements de santé et d'enseignement.

En outre, le Cadre de Sendai vise à réduire de manière significative la mortalité due aux catastrophes dans le monde, le nombre de personnes touchées et les pertes économiques directes résultant de telles catastrophes, tout en renforçant les systèmes d'alerte précoce.

Le cyclone Idai est arrivé à un moment où la région de la SADC met en œuvre des programmes tels que le Plan directeur de développement des infrastructures régionales (RIDMP), conçu pour construire, réhabiliter et moderniser les infrastructures d'ici 2027, afin de

jeter les fondements d'une croissance économique et du développement durables de la région.

La destruction des infrastructures par le cyclone est un revers majeur pour les objectifs régionaux.

Au Mozambique, par exemple, un rapport de Médecins Sans Frontières indique qu'après le cyclone, la région autour de Beira a été endommagée à 90%, les routes, l'électricité et les communications étant coupées.

Les installations de santé à Beira ainsi que le système d'alimentation en eau de la ville ont été gravement endommagés, compromettant la possibilité pour les populations d'avoir accès à une assistance médicale et de l'eau potable.

Le port de Beira n'était accessible que par mer et par air, car des ponts et des routes étaient détruits ou inondés. Cela rendait le corridor de Beira très difficile à utiliser, en particulier pour les pays enclavés tels que le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe, entravant ainsi le commerce intra régional au cours de cette période.

Au Malawi et au Zimbabwe, des dégâts similaires ont été signalés au niveau des habitations, des écoles, des soins de santé, de la réticulation de l'eau et des infrastructures de transport. Le personnel médical a également tiré la sonnette d'alarme sur le nombre croissant de maladies à transmission hydrique et à transmission vectorielle dans les zones touchées.

Alors que la région se remet du cyclone et que les États membres continuent de mettre en œuvre des projets de développement des infrastructures dans le cadre du RIDMP, le moment est venu de prendre en compte la résilience climatique afin de réduire les pertes humaines et économiques résultant de telles catastrophes.

Un rapport publié en 2018 par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) décrit l'Afrique australe comme un « point chaud du changement climatique » susceptible de connaître une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques.

Au niveau continental, la Commission de l'Union africaine, en collaboration avec les partenaires au développement, a lancé le Fonds africain pour l'investissement dans la résilience climatique (AFRI-RES), dont l'objectif est de renforcer les capacités des institutions africaines, telles que celles de la SADC et des États membres. États, pour planifier, concevoir et mettre en œuvre des investissements résilients à la variabilité et au changement climatiques dans certains secteurs.

En adoptant des solutions résilientes au changement climatique pour relever le défi infrastructurel de la région, la SADC pourrait explorer les approches dures, douces et naturelles qui ont été utilisées dans d'autres régions du monde.

Les investissements durs en matière de résilience climatique sont des mesures structurelles mises en place pour accroître la résilience aux impacts du climat, tandis que les investissements en matière de résilience au changement climatique sont des mesures d'adaptation de la gestion et comprennent des investissements dans des systèmes d'alerte précoce ou une assurance des risques de catastrophe pour faire face aux conséquences humanitaires et financières de la variabilité climatique.

Les investissements dans la résilience naturelle au climat sont des solutions d'adaptation basées sur la nature telles que le reboisement ou la restauration des bassins versants. sardc.net □

Le cyclone Idai a touché terre dans le centre du Mozambique les 14 et 15 mars sous la forme d'une tempête de catégorie 2. Le cyclone Kenneth a touché terre dans le nord du Mozambique le 25 avril avec des vents de force ouragan et de fortes pluies. Il est arrivé six semaines à peine après le cyclone Idai qui a dévasté une vaste région située à environ 1 000 km au sud. Ce sont les cyclones les plus forts jamais enregistrés dans l'hémisphère sud. □

Penser égal, Construire intelligemment, Innover pour le changement

La science, l'innovation et la technologie doivent inclure les femmes et les hommes

par Nyarai Kampilipili

LES EFFORTS mondiaux visant à promouvoir et à accroître l'utilisation de la science, de l'innovation et de la technologie dans le développement durable doivent être inclusifs pour cibler à la fois les femmes et les hommes.

C'est le message de la Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Lawrence Tax à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Célébrée chaque année le 8 mars, la Journée de la femme offre à la communauté mondiale l'occasion de célébrer les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes, tout en prenant note des obstacles qui entravent l'accélération de l'égalité des sexes.

Le thème de la commémoration de cette année est «Penser égal, Construire intelligemment, Innover pour le changement».

Dr Tax a déclaré que le thème reconnaissait le rôle de l'innovation dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles.

Il convient de noter que la participation des femmes à l'innovation et à la science reste encore faible, mais que les compétences en sciences et en technologie deviennent un élément important de l'alphabétisation de base dans l'économie du savoir.

La fracture numérique entre les sexes et la sous-représentation des femmes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie, des mathématiques et du design ont empêché les femmes de développer et d'influencer des innovations tenant compte de la problématique hommes-femmes pour parvenir à un développement durable.

«Les femmes et les filles dans le monde, y compris dans notre région, continuent d'être moins engagées et sous-représentées dans la technologie et l'innovation, ce qui crée une occasion manquée d'influence et d'idées

pour transformer notre société », a déclaré la Dr Tax.

«Ceci exige tout le monde à faire les choses différemment si nous voulons obtenir de meilleurs résultats de développement et de transformation pour les femmes, les filles, les hommes et les garçons de notre société. »

La Dr Tax a déclaré que la SADC avait mis au point diverses mesures et initiatives pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes grâce à l'innovation et la technologie, ainsi que des approches de la science, de l'innovation et de la technologie tenant compte de la problématique hommes-femmes.

L'égalité des sexes et l'autonomisation sont fermement ancrés dans la Déclaration et le Traité par lesquels les États membres ont créé la communauté partagée de la SADC, réalisant que l'égalité et l'autonomisation des femmes et des hommes sont essentielles à la réalisation du développement durable.

Le document d'orientation principal sur le genre est le Protocole révisé de la SADC sur le Genre et le Développement, qui prévoit l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité et l'équité entre les sexes par la promulgation d'une législation tenant compte du genre et la mise en œuvre de politiques, programmes et projets.

L'article 14 du Protocole exige « les États parties à prendre des mesures spéciales pour augmenter le nombre de filles suivant des cours de science, de technologie, d'ingénierie et de mathématiques et les technologies de l'information et de la communication aux niveaux primaire, secondaire, tertiaire et supérieur ».

Le Protocole a été révisé en 2016 pour s'aligner sur les dispositions d'autres instruments tels que les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies,

l'Agenda 2063 de l'Union africaine, la Stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063.

Dr Tax a déclaré que l'approbation de la Charte de la SADC sur les femmes dans les sciences, l'ingénierie et la technologie en 2017 était une autre « étape importante pour assurer la participation des femmes et des filles à la science et à la technologie ».

Elle a déclaré que la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes constituait un effort collectif que les femmes et les hommes devraient défendre pour

assurer un développement socio-économique durable.

Il y a souvent une perception que seules les femmes devraient être les principaux défenseurs et plaider pour l'autonomisation des femmes.

« Réaliser un changement en profondeur par le biais de l'innovation et de la technologie nécessite une participation active de tous les membres de la société et la mise en place de partenariats stratégiques entre des secteurs clés de nos communautés, sans laisser de femmes et de filles », a-t-elle déclaré. sardc.net □

Réalisations significatives en matière d'égalité des sexes

... mais il reste encore beaucoup à faire

par Thenjiwe Sisimayi

LA VICE-Première Ministre et Ministre des relations internationales et de la coopération de la Namibie, l'Honorable Netumbo Nandi-Ndaitwah, qui préside le Conseil des ministres régional, a déclaré que des progrès importants avaient été réalisés en matière d'égalité des sexes dans la région, mais qu'il restait encore beaucoup à faire.

« Je tiens à souligner que la SADC a fait de grands progrès reconnaissables en ce qui concerne l'autonomisation des femmes dans la région », a déclaré Nandi-Ndaitwah à la réunion du Conseil tenue à Windhoek en Namibie en mars.

Elle a noté que la représentation des femmes dans divers postes d'influence et de prise de décision s'était améliorée dans la plupart des 16 États membres de la SADC.

Cependant, elle a déclaré qu'il restait encore beaucoup à faire pour réaliser l'égalité et l'équité entre les sexes dans la SADC afin de soutenir et de renforcer les progrès accomplis dans l'autonomisation des femmes.

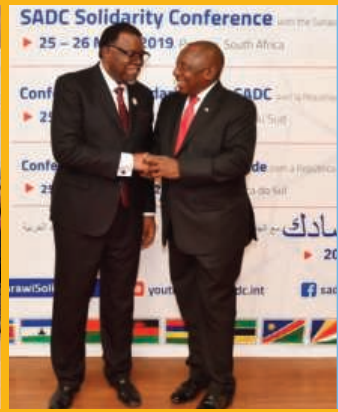
La Namibie est en tête de la région avec le plus grand nombre de femmes à l'Assemblée nationale, avec 45%.

Stergomena Lawrence Tax, Secrétaire Exécutive de la SADC, a soutenu cette évaluation en déclarant: « Même si nous déployons des efforts importants pour parvenir à l'égalité et l'équité entre les sexes, il reste encore beaucoup à faire pour que nous puissions réaliser nos aspirations en matière de parité ».

Dr. Tax a exhorté les pays à lutter contre les obstacles qui entravent l'accélération de l'égalité des sexes dans la région.

Le Conseil des ministres de la SADC, qui se réunit traditionnellement deux fois par an en février / mars et août / septembre pour examiner la mise en œuvre des programmes, projets et activités régionaux et approuver le budget du secrétariat de la SADC, a été précédé par des réunions de hauts fonctionnaires représentant les 16 États membres.

Le Conseil se compose de ministres de chaque État membre, généralement des ministères des Affaires étrangères, de la Planification économique ou des Finances, et supervise le fonctionnement et le développement de la SADC. sardc.net □



SADC, solidarité avec le Sahara Occidental

LE MESSAGE de la récente conférence de solidarité sur le Sahara occidental était audacieux et clair: l'Afrique australe est solidaire avec le peuple sahraoui pour réaliser son droit à la liberté et à l'autodétermination.

"La liberté n'est pas un cadeau pour le peuple du Sahara occidental", a déclaré le Président de la SADC, le namibien, Hage Geingob, lors de la conférence de solidarité de la SADC avec la République arabe sahraouie démocratique, tenue les 25 et 26 mars à Pretoria (Afrique du Sud).

"Personne ne peut conférer la liberté au peuple sahraoui, car la liberté est son droit de naissance, que personne ne peut leur cacher et qu'ils doivent revendiquer comme leur appartenant."

Geingob a déclaré que le fait que le Sahara occidental reste le seul territoire d'Afrique sous occupation et oppression coloniales reste un mystère.

Le Sahara occidental est sous occupation marocaine en dépit de plusieurs déclarations d'organismes régionaux, continentaux et internationaux tels que les Nations Unies pour le Sahara occidental, de prendre en charge ses processus internes.

Geingob a également déclaré qu'il était difficile de comprendre pourquoi certains pays africains étaient satisfaits et soutenaient l'occupation coloniale et l'oppression du Sahara Occidental.

"Je suis conscient des divisions croissantes sur notre continent sur cette question concernant le Sahara occidental", a déclaré Geingob, ajoutant que cette division était utilisée par les mêmes pays qui ont opprimé l'Afrique dans le passé. Le continent devrait donc se méfier de forces aussi trompeuses.

Par exemple, en opposition à la conférence de solidarité de la SADC avec la République arabe sahraouie démocratique tenue en Afrique du Sud, une réunion parallèle s'est tenue au Maroc.

Il semblerait que certains pays de la SADC aient assisté à la réunion parallèle au Maroc.

«Nous devrions donc nous demander. En tant que SADC, sommes-nous unis pour soutenir le peuple sahraoui dans sa lutte pour la liberté et l'autodétermination ou avons-nous besoin d'une nouvelle approche?» a demandé Geingob.

Il a déclaré que la décolonisation de l'Afrique ne serait pas complète avant le jour où le peuple du Sahara occidental décidera du sort de son statut futur, par le biais d'un référendum libre et juste.

En fait, la vision de longue date de l'Afrique d'un continent uni et prospère restera insaisissable si l'Afrique ne jouit pas d'une liberté totale.

"L'impasse prolongée sur la question du Sahara occidental aura de graves conséquences sur

le fonctionnement de notre Union africaine", a-t-il déclaré, ajoutant que "nous ne pouvons aller de l'avant que lorsque la liberté est garantie à tous nos citoyens".

Geingob a exhorté la communauté internationale à continuer de soutenir les efforts visant à résoudre «la question du Sahara occidental», afin que ses citoyens soient en mesure de déterminer leur propre destin.

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a exprimé son accord, affirmant que la SADC était prête à soutenir le peuple sahraoui dans sa quête de l'indépendance.

"En tant que pays de la région de la SADC qui ont lutté pour notre propre libération, nous savons trop bien qu'il est douloureux d'être privés du droit d'être traités comme des citoyens à part entière dans le pays de sa naissance", a déclaré Ramaphosa.

«La douleur du peuple sahraoui, son traumatisme provoqué par le déplacement et l'exil, sont aussi les nôtres.»

Il a déclaré que la SADC soutenait les efforts en cours des Nations Unies pour résoudre tout problème politique entre le Maroc et le Sahara Occidental.

Dans une déclaration publiée peu après la conférence de solidarité, la SADC a exprimé son engagement indéfectible à se tenir solidaire du peuple du Sahara occidental pour réaliser son droit à la liberté et à l'autodétermination.

La SADC a déclaré que si les négociations entre le Maroc et le Sahara occidental se poursuivaient, il était nécessaire que des forces extérieures s'abstiennent d'exploiter les ressources naturelles du Sahara occidental, car cela violerait les lois internationales et aurait à long terme un impact négatif sur le développement et le potentiel du Sahara occidental.

Le conflit entre le Maroc et le Sahara occidental est survenu après la révolte du Front Polisario contre les forces espagnoles occupant leurs terres de 1973 à 1975.

Le Front Polisario est un mouvement national luttant pour l'indépendance totale du Sahara occidental.

Après le retrait des forces espagnoles conformément aux accords de Madrid en 1975, le Maroc et la Mauritanie sont allés occuper le territoire du Sahara occidental. Cela a conduit à une guerre d'indépendance de 16 ans du Front Polisario contre le Maroc. En août 1979, la Mauritanie s'est retirée du Sahara occidental après un accord de paix avec le Front Polisario.

La guerre a pris fin en 1991 après l'intervention de l'ONU avec la promesse d'un référendum pour déterminer l'indépendance du Sahara occidental. Cependant, depuis lors, le référendum n'a toujours pas eu lieu et le Maroc continue d'occuper le Sahara Occidental.

sardc.net

Avril – Juin 2019

L'AFRIQUE

AUSTRALE AUJOURD'HUI

LA SADC AUJOURD'HUI Vol. 21 No 3 AVRIL 2019



SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana

Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawu, Kizito Sikuka, Eglene Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Nyaral Kampilipi, Danai Majaha, Kumbirai Nkhongo,
Maidei Musimwa, Tariro Sasa, Tanaka Chitsa, Monica Mutero, Raymond Ndlovu,
Pedzisayi Munyoro, Thenjiwe Ngwenya, Ayub Blessing Moyo, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2019

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 GovernmentZA, technoserve; P2 machinefinder, bolloretransportlogistic, Ndhlovu SARDC; P4 Ark Republic, SADC Secretariat; P5 SADC Secretariat, miningcom;
P6 Namibian Parliament, Windhuk, neweralive.na;
P7 NDB, SARDC; P8 Beverly Brown; P9 Practical action, SARDC;
P10 Practical action, SARDC, Yasuyoshi Chiba, AFP, Aaron Ufumeli, Andre Catueira;
P11 Lusa News Agency, Tsvangirayi Mukwazhi;
P12 Reuters/Siphiwe Sibeko, Mutapa Digital, enca.com, Yasuyoshi Chiba/Agence France-Presse;
P13 unamedu, apresgroup, cobbersresearchlab, roape net; P14 SA Gov News, sharontawuya;
P16 informante we na, Black Stalingrad

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Adel: sadctoday@sadc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sadc.net

Knowledge for Development



[sadc.net](https://www.facebook.com/sadc.net)



[@sadc.net](https://twitter.com/sadc.net)

Austrian
Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement



Avril
14-18, Égypte

Comité technique spécialisé sur les infrastructures de l'UA
Le Comité technique spécialisé est l'organe de décision ministériel de l'Union africaine pour les secteurs des transports, de l'énergie et du tourisme, ainsi que pour le développement général des infrastructures. L'objectif principal de la réunion est d'évaluer la mise en œuvre des plans d'action du CTS mis à jour adoptés à Lomé (Togo) en mars 2017.

16, Botswana

Réunion du Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC

Le groupe thématique sur l'énergie est une réunion de coordination de la SADC et de ses organisations subsidiaires avec des partenaires de coopération pour examiner la situation énergétique dans la région.

26-27, Chine

Deuxième forum Belt and Road

Les leaders mondiaux se réuniront en avril lors du deuxième forum « Belt and Road » pour discuter de la manière de développer un réseau d'infrastructure homogène reliant l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

Mai
8, Afrique du Sud

Élections Générales

Plus de 25 millions de Sud-Africains voteront lors des élections pour choisir les membres de l'Assemblée nationale et des assemblées provinciales. Ce seront les sixièmes élections générales en Afrique du Sud depuis la fin de l'apartheid en 1994.

21, Malawi

Élections Générales

Alors que le Malawi se prépare à célébrer ses 55 ans d'indépendance cette année, environ sept millions de personnes voteront lors des élections pour élire le président, les membres du Parlement et les dirigeants des gouvernements locaux.

24, Namibia

SADC Energy and Water Ministers

The joint meeting of energy and water ministers is aimed at facilitating the exchange of ideas and forging practical and sustainable solutions towards addressing the energy and water challenges in the region with a view to planning a strategic direction.

25, Afrique

Journée de l'Afrique

La Journée de l'Afrique est la commémoration annuelle de la fondation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), devenue l'Union africaine (UA). Cette année marque le 56ème anniversaire de la création de l'OUA. En ce jour en 2013, l'UA a approuvé une vision sur 50 ans de l'Agenda 2063 - L'Afrique que nous souhaitons.

27, Madagascar

Madagascar Parliamentary Elections

Madagascar will hold Parliamentary elections on 27 May. The National Assembly consists of 127 members elected for a five-year term in 119 single-member and 2 two-member constituencies. For single-member, the seat is filled by the individual candidate with the highest number of votes, whereas in two-member constituencies, the two candidates of the Party with the highest number of votes become members of the National Assembly.

Juin
4- 5, Afrique du Sud

Africa Pharma Conference 2019

La conférence Africa Pharma vise à contribuer aux efforts visant à stimuler la production locale de médicaments essentiels. La Conférence africaine sur le secteur pharmaceutique 2019 mettra l'accent sur l'accès aux médicaments et aux produits de santé.

5, Mondial

Journée Mondiale de l'Environnement

Cette journée est célébrée chaque année pour sensibiliser le public à la nécessité pour la communauté mondiale de travailler ensemble à la préservation de l'environnement. La Chine accueillera les célébrations mondiales de la Journée mondiale de l'environnement en 2019 sur le thème de la pollution atmosphérique.

A confirmer

Réunion des ministres du genre de la SADC

Les ministres des Genres et des affaires féminines de la SADC se réunissent chaque année pour examiner le programme régional sur le genre. La réunion est l'occasion pour les États membres de partager les progrès sur la mise en œuvre des engagements en matière de genre.



La SADC commémore le jour inaugural de la libération

IL Y a exactement 31 ans, la petite ville de Cuito Cuanavale, dans la province de Cuando Cubango, dans le sud de l'Angola, était l'épicentre de l'une des plus féroces batailles conventionnelles de l'histoire de l'Afrique après la Seconde Guerre mondiale.

De novembre 1987 à mars 1988, des milliers de combattants des Forces armées de libération du peuple (FAPLA) appuyés par l'Armée de libération du peuple de Namibie (PLAN) et les Forces révolutionnaires cubaines se sont mobilisés pour défendre le pays de l'invasion et ont vaincu les puissantes forces armées du régime d'apartheid d'Afrique du Sud.

Pour la première fois, à la suite de l'approbation du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC tenu à Windhoek en Namibie en août 2018, les leaders de la SADC se sont réunis le 23 mars dans la province de Cuando Cubango pour commémorer la Journée de la libération de l'Afrique australe, qui est consacrée à la bataille de Cuito Cuanavale.

Les présidents angolais João Lourenço, son homologue namibien, Hage Geingob, qui préside la SADC, le président zimbabwéen, Emmerson Mnangagwa, ainsi que le président de la République démocratique du Congo, Felix Tshisekedi, ont également assisté à cet événement historique.

D'autres pays de la SADC ont envoyé des représentants. Cuba et la Russie, qui ont joué un rôle crucial dans la lutte de libération de la plupart des pays de la région, ont également assisté à l'événement.

Dans son allocution, le Président Lourenço a souligné l'importance de se souvenir de la bataille de Cuito-Cuanavale.

"Ce lieu où nous sommes réunis aujourd'hui signifie la défaite de l'armée raciste sud-africaine, ce qui a ouvert la voie à l'indépendance de la Namibie et à la libération de Nelson Mandela et, par conséquent, à la fin de l'apartheid en Afrique du Sud."

Il a rendu hommage à la SADC pour avoir décidé d'adopter le 23 mars comme Journée de la libération de l'Afrique australe.

"L'Angola est fier de cette décision historique qui permet aux générations présentes et futures de la région de l'Afrique australe de se souvenir des pays et des peuples qui ont pris part à la lutte de libération afin que leurs sacrifices ne soient pas oubliés", a-t-il déclaré.

Le président Geingob a déclaré que la SADC savourait les fruits de la lutte menée par les héros et les héroïnes qui avaient consenti des sacrifices pour libérer leurs pays.

"Nous devons maintenant à nos héros et à nos héroïnes de faire du développement durable et de la prospérité de notre peuple une réalité", a-t-il déclaré.

Geingob a reconnu le rôle joué par l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (l'actuelle Fédération de Russie), Cuba, les États de la ligne de front, ainsi que par le Nigéria et les pays scandinaves pour le soutien politique, militaire et matériel apporté pendant la lutte pour l'indépendance.

Il a déclaré que la bataille de Cuito Cuanavale "était la bataille pour mettre fin à toutes les batailles", forçant le régime d'apartheid en Afrique du Sud et ses alliés à accepter une solution négociée basée sur la résolution 435/78 du Conseil de sécurité des Nations unies, aboutissant à l'indépendance de la Namibie.

Lors de l'événement, les dirigeants de la SADC ont consacré 51 combattants et vétérans angolais, cubains, russes et namubiens qui se sont battus lors de la bataille de Cuito Cuanavale. sadc.int □

CHRONOLOGIE

23 mars 1988	Fin de la bataille de Cuito Cuanavale
22 Décembre 1988	Signature de l'Accord de New York, un accord tripartite par l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud sur la mise en œuvre de la résolution 435/78 du Conseil de Sécurité des Nations Unies et le départ des forces révolutionnaires cubaines
1er avril 1989	Début de la mise en œuvre de la résolution 435/78 du Conseil de sécurité menant à l'indépendance de la Namibie
11 Février 1990	Libération de Nelson Mandela de la prison en Afrique du Sud
21 mars 1990	Indépendance de la Namibie
27 avril 1994	Élections démocratiques en Afrique du Sud pour mettre fin au système d'apartheid

JOURS FÉRIÉS NATIONAUX

Avril - Juin 2019

4 avril	Journée de la paix et de la réconciliation	Angola
6 avril	Ougadi	Maurice
7 avril	Journée Sheikh Abeid Karume	Tanzanie
13 avril	Leirat al-Meiraj	Comores
18 avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
19 avril	Anniversaire du Roi	Eswatini
	Vendredi Saint	Tous les pays de la SADC sauf Angola, RDC, Madagascar, Maurice et Mozambique
20 avril	Pâques / samedi saint	Malawi, Zambie, Zimbabwe
21 avril	Dimanche de Pâques	Namibie Zimbabwe
22 avril	Lundi de Pâques	Tous les pays de la SADC sauf Angola, Comores, RDC, Maurice, Mozambique
25 avril	Journée du drapeau national	Eswatini
26 avril	Fête de l'union	Tanzanie
27 avril	Journée de l'indépendance	Afrique du Sud
1er mai	Fête des travailleurs	RDC, Lesotho, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zimbabwe
	Fête du travail	Angola, Botswana, Comores Malawi, Madagascar, Maurice, Seychelles, Eswatini
4 mai	Journée de Cassinga	Namibie
14 mai	Journée de Kamuzu	Malawi
17 mai	Jour de la libération	RDC
25 mai	Journée de l'Afrique	toute la SADC
	Journée de la liberté de l'Afrique	Zambie
30 mai	Jour de l'Ascension	Botswana, Madagascar Lesotho Namibie, Eswatini Seychelles
5 juin	Jour de la libération	Afrique du Sud
16 juin	Journée de la jeunesse	Afrique du Sud
17 juin	Journée fériée	Seychelles
18 juin	Journée Nationale	Seychelles
20 juin	Corpus Christi	Seychelles
25 juin	Jour de l'indépendance	Mozambique
26 juin	Jour de l'indépendance	Madagascar
29 juin	Jour de l'indépendance	Seychelles
30 juin	Jour de l'indépendance	RDC